

Notes | Analyses

Ce que le coronavirus nous dit de la Chine

Gestion de crise sanitaire et pouvoir autocratique

Perception de la diaspora chinoise en Europe

Giovanni Andornino

[Résident EURICS, printemps 2020]

Giovanni Andornino est spécialiste des relations internationales de l'Asie de l'Est à l'université de Turin, où il est professeur assistant et dirige le centre TOChina. Ses recherches portent sur la culture politique, la politique intérieure et la politique étrangère de la Chine. Ces dernières années, il s'intéresse plus particulièrement à la dynamique et aux perspectives des relations italo-chinoises, et à la philanthropie chinoise en tant que force sociale émergente qui contribuera à définir le profil international de la Chine. Giovanni Andornino est également vice-président de l'Institut des affaires mondiales de Turin et rédacteur en chef de la revue trimestrielle *OrizzonteCina*.



Andornino ©Daley/2020

TRANSFORMER UN « RHINOCÉROS GRIS » EN UN « CYGNE NOIR » ?

La réponse de la Chine à la crise du coronavirus

Il y a trois ans, Bill Gates avertissait qu'une épidémie de grippe pandémique pourrait bien se déclarer d'ici 10 à 15 ans. C'était le 17 février 2017, lors la Conférence de Munich sur la sécurité. Son message était alors clair : le monde doit améliorer considérablement son niveau de préparation car le risque d'une épidémie mortelle – qu'elle soit naturelle ou provoquée par des terroristes – est devenu une menace aussi sérieuse pour notre existence qu'une guerre nucléaire ou le changement climatique.

La vigilance et une capacité de réaction vélocité sont particulièrement importantes lorsqu'on fait face à des agents pathogènes viraux à diffusion aérienne rapide, comme ceux qui sont à l'origine de la maladie à coronavirus de 2019 (Covid-19). Si elle n'est pas maîtrisée, une épidémie de grippe croît naturellement de manière exponentielle et se propage dans le monde entier, *a fortiori* dans nos sociétés contemporaines intensément interconnectées. Les premières semaines sont donc cruciales pour désamorcer une pandémie potentielle.

Puisque la crise internationale de santé publique actuelle a pris naissance sur son territoire, c'est la Chine qui a dû relever le défi d'être la gardienne de la santé mondiale. Ce fut un test de leadership mondial particulier, condensé dans une fenêtre temporelle cruciale : celle entre l'identification de cette pneumonie d'étiologie inconnue (une nouvelle maladie à laquelle le corps humain n'est pas préparé) et sa propagation au-delà de la possibilité de réduire à moins de 1 le nombre de base de reproduction (R0), c'est-à-dire le nombre prévu de cas supplémentaires qu'un cas va générer par contagion. Plus le nombre R0 est élevé, plus il est urgent de prendre des mesures d'endiguement, surtout si l'épidémie se produit dans une région à forte densité de population.

Dans quelques mois, certains seront tentés de comparer méthodes et résultats des démocraties et des régimes autoritaires dans la gestion de cette crise. Il

ne s'agira pas forcément d'une approche pertinente puisque dans le cas d'épidémies, le leadership se mesure de façon plus satisfaisante avec d'autres critères : la capacité de

.....

L'épidémiologiste le plus éminent de Chine, Zhong Nanshan, estime que si la mise en œuvre des mesures de contrôle avait été retardée de cinq jours, l'épidémie en Chine continentale aurait triplé de taille.

.....

détection précoce d'un danger pour la santé (phase 1), la réactivité politique aux impératifs sanitaires (phase 2) et la mise en œuvre de politiques empêchant la diffusion de la maladie à grande échelle (phase 3).

La Chine de Xi Jinping a impressionné le monde entier au cours de la première et de la troisième phase de cette séquence de gouvernance. Néanmoins, le processus politique entre ces deux

phases a peut-être transformé un événement prévisible, à l'impact potentiel élevé et aux conséquences très probables — en d'autres termes un « rhinocéros gris », en un cygne noir. Le 21 janvier 2019, Xi Jinping lui-même avait mis en garde contre ce péril lors d'une session d'étude sur la « gestion des risques » à Pékin.

Les premières recherches sur le Covid-19 indiquent que dans sa phase initiale (jusqu'à début janvier 2020) cette nouvelle épidémie a doublé de taille tous les 7,4 jours, avec un RO d'environ 2,2. Ce chiffre a ensuite été revu à la hausse, avec des estimations dépassant celui de l'épidémie de SRAS de 2003, dont le RO était de 2,9-3,3, et qui avait fait plus de 750 victimes et avait pris six mois à être contenue. **Lorsqu'une épidémie de ce type se produit dans une zone à forte densité de population comme Wuhan, le délai d'endiguement se mesure en semaines. Si la période de l'année est celle qui précède les vacances du nouvel an lunaire, où environ 100 millions de citoyens chinois se déplacent pour retrouver leur famille (dont 15 millions en passant par Wuhan), chaque jour compte.**

La Chine n'est classée que 51^e sur 195 pays par l'Indice mondial de sécurité sanitaire 2019, toutefois Pékin a tiré d'importantes leçons de la crise du SRAS. Les autorités sanitaires chinoises peuvent désormais compter sur un système en ligne qui relie les hôpitaux du pays au Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies. Cela réduit le délai entre le moment où les professionnels de la santé en première ligne remarquent une maladie émergente inhabituelle, et celui où l'information parvient aux hauts dirigeants. Lorsqu'à la mi-décembre 2019, les résultats des tests de plusieurs laboratoires ont suggéré qu'une épidémie d'un virus infectieux se produisait à Wuhan, ni la vigilance sur le front ni les procédures de communication n'ont donc fait défaut. Sur le plan épidémiologique, en quelques semaines, le code génétique du nouveau virus allait être publié dans

une base de données mondiale en libre accès et partagé avec l'OMS (12 janvier 2020), une réalisation exceptionnelle et une étape cruciale dans la lutte contre la maladie.

L'autorité sanitaire de Wuhan avait émis une première alerte le 31 décembre et l'organe suprême de l'État-Parti chinois était informé depuis le 7 janvier (au moins). Deux semaines s'écouleront ensuite avant que des mesures de confinement draconiennes soient prises et que Xi Jinping approuve le 23 janvier le bouclage virtuel de Wuhan et de sa province, mettant en quarantaine 60 millions de personnes. Un organisme inter-agences d'urgence était mis en place deux jours plus tard, accélérant le déploiement d'un étonnant mélange fait de police de proximité et autres outils de gestion urbaine basés sur le maillage de l'ère Mao, mais aussi de surveillance high-tech individualisée comprenant des applications dictant les quarantaines et pouvant envoyer des données personnelles directement à la police.

Dans une étude récente, l'épidémiologiste le plus éminent de Chine, Zhong Nanshan, estime que si la mise en œuvre des mesures de contrôle avait été retardée de cinq jours, l'épidémie en Chine continentale aurait triplé de taille. À l'inverse, une réponse plus rapide aurait sans doute permis d'éviter des coûts supplémentaires importants, tant à l'échelle nationale qu'internationale. L'agence de presse officielle de la Chine elle-même a reconnu des lacunes.

Des questions subsistent donc sur la lenteur de la réaction politique de l'État-Parti chinois entre le 7 et le 23 janvier. Beaucoup ont mis en cause les goulets d'étranglement bureaucratiques au sein du système chinois. Xi Jinping lui-même a semblé approuver cette lecture en s'adressant directement à 170 000 cadres lors d'un discours télévisé sur l'épidémie pour éviter que ses instructions ne soient « déformées » selon les termes du journal officiel du Parti communiste. Cela reflète la nature actuelle de l'organisation politique chinoise, et celle-ci dicte les priorités de ceux qui ont des responsabilités de gouvernance à tous les niveaux.

Xi n'a cessé de centraliser le pouvoir depuis son entrée en fonction en 2012. Il a ainsi alimenté indirectement, et peut-être de manière inattendue, une culture à réaction parmi les fonctionnaires. Dans les situations d'incertitude, pour éviter les reproches, ceux-ci ont souvent intérêt à reporter les décisions aux autorités supérieures, plutôt qu'à réagir rapidement et de manière créative. Que cela soit le cas même lorsqu'un risque sanitaire menace une population peu informée est symptomatique d'une des tensions non résolues de la Chine : celle entre la déférence individuelle envers les hiérarchies nationales et les aspirations nationales au leadership mondial. Parce qu'en fin de compte, dans une épidémie, notre sécurité se mesure à celle des plus fragiles d'entre nous.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de **Giovanni Andornino** en anglais sur **eurics.eu**

Kristin Shi-Kupfer

[Résidente EURICS, printemps 2020]

DES CITOYENS « SILENCIEUX » ?

La vague de racisme à l'encontre de la diaspora chinoise souligne l'importance de s'engager auprès de celle-ci en Europe.

Face aux nombreuses inconnues liées à l'épidémie de coronavirus, on aspire à une approche fraternelle et un soutien mutuel. Malheureusement, le racisme à l'encontre des personnes ayant une apparence asiatique se manifeste partout dans le monde et se propage via les réseaux sociaux. Certaines personnes se sont élevées contre ces expressions xénophobes, critiquant les médias pour leurs choix d'images et de titres ou appelant au soutien des personnes confrontées à la discrimination et à la violence. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dénoncé toute forme de racisme relatif à la diffusion du coronavirus.

Le plus remarquable demeure les actions de personnes touchées par le racisme elles-mêmes : le 28 janvier, un tweet avec le hashtag « JeNeSuisPasUnVirus » est devenu viral. Publié par Lou Chengwang, un utilisateur du réseau social qui vit apparemment en France, le hashtag a depuis été traduit et utilisé dans d'autres langues, se transformant en slogan de protestation. Le 2 février, Massimiliano Martigli Jiang, un Sino-Italien, a donné à Florence une représentation intitulée « Je ne suis pas un VIRUS, je suis un HUMAIN. Éradiquez les préjugés ». Il se tenait les yeux bandés et la bouche couverte d'un masque. **Le signal envoyé aux sociétés européennes est fort : parmi les migrants chinois et les Chinois-Européens souvent considérés comme « silencieux », des voix citoyennes engagées peuvent émerger, et elles doivent être prises en compte.**

Ces personnes pourraient être des bâtisseurs de ponts à une époque où les relations non seulement politiques, mais aussi économiques entre l'Europe et la Chine sont devenues difficiles.

Kristin Shi-Kupfer est spécialiste de la politique numérique chinoise, de la politique chinoise des médias et des droits humains en Chine. Elle dirige l'aire de recherches Politiques publiques et société à l'Institut Mercator pour les études chinoises (MERICS) à Berlin. Elle a auparavant travaillé comme chercheuse associée à l'Institut de sinologie de l'Université de Fribourg. Kristin Shi-Kupfer a également été correspondante en Chine de 2007 à 2011 pour le magazine d'information autrichien *Profil*, l'agence de presse protestante allemande *epd* et *Südwest Presse*. Elle a aussi collaboré avec des médias comme *ZEIT Online*, *Tageszeitung (taz)* et *Deutsche Welle* en Chine.

Un engagement sociétal compromis par la xénophobie

Pour l'heure, cet engagement est contrarié par le racisme. Afin de mieux comprendre les préoccupations de la diaspora chinoise, **l'analyse des médias numériques en langue chinoise s'adressant à la diaspora chinoise en Europe constitue un point de départ important. Leur examen depuis l'apparition du virus permet de dégager trois dimensions.**

D'abord, le port d'un masque est décrit par les médias en langue chinoise comme plus sûr et comme quelque chose de naturel pour de nombreux Chinois en Europe. Toutefois, ce comportement est également considéré comme conférant une « mauvaise image » aux diasporas chinoise et asiatique. Il serait source de discrimination, pointant ses membres comme « personnes malades » ou « d'un autre type ». Un article paru dans le journal *Nouvelles d'Europe*, le 24 février, souligne que, bien que les Chinois préfèrent porter un masque, ils l'évitent pour ces raisons. Un article de fond sur la plateforme *Falanxi 360* explique longuement les raisons données par les experts français pour ne pas préconiser le port du masque quand on n'est pas soi-même malade. Si de nombreux masques ne sont pas très protecteurs, leur port pourrait aggraver la pénurie dans les hôpitaux ou les cabinets de médecins généralistes. L'auteur ne donne pas de recommandation claire aux Chinois en France mais termine ainsi son article : « Et qui est prêt à porter le titre insultant de "malade d'Asie de l'Est" en raison d'un malentendu ou d'une mauvaise compréhension du port d'un masque ? »

Ensuite, la possibilité d'interagir avec des amis européens offre aux migrants chinois une autre perspective sur les actes de racisme. À cet égard, plusieurs auteurs présents sur les médias en ligne et autres net-citoyens soulignent l'importance de bien apprendre la langue française pour pouvoir interagir. De nombreux utilisateurs espèrent partager des vidéos et des articles avec des étrangers afin que ceux-ci comprennent mieux les difficultés auxquelles sont confrontés les migrants chinois.

Enfin, l'ambassade de Chine est un point de référence délicat pour de nombreux membres de la diaspora chinoise. D'une part, dans le forum



Shi-Kupfer©Delorsy2020

de discussion du média numérique *Huarenjie*, dans les commentaires sur le racisme en France, on s'interroge sur les raisons pour lesquelles l'ambassade de Chine ne fait pas plus pour défendre ses citoyens à l'étranger contre ces préjugés. D'autre part, les Chinois en Europe se débattent avec les tentatives d'influence de la RPC. Cela affecte la confiance entre les Chinois à l'étranger. Un article paru récemment dans *The Initium*, un média basé à Hong-Kong bien connu des jeunes professionnels chinois, tant en RPC qu'à l'étranger, a suscité des commentaires controversés en ligne. Intitulé « Masques et sifflets, action et panique : les Chinois européens dans l'épidémie », l'article cite des Chinois vivant en Europe qui critiquent ce qu'ils considèrent comme une « mise en scène » et un « usage abusif » et « non rationnel » de l'événement commémorant Li Wenliang (le médecin chinois qui a découvert le coronavirus à Wuhan et qui est mort de la maladie après avoir été réduit au silence). Plusieurs utilisateurs citoyens de la RPC disaient vouloir participer à l'événement mais ont fait part de leur crainte d'être considérés comme des « personnes ayant des desseins inavoués » par l'ambassade de Chine. D'autres, apparemment de Hong Kong et/ou de Taïwan, ont attaqué ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas adopter une approche démocratique, par exemple en prenant position, parce qu'ils étaient des « Chinois du continent ».

Offrir un espace d'expression libre et sûr, pour faire renaître la confiance

Le Parti communiste chinois poursuit activement ses intérêts géostratégiques, économiques et politiques en utilisant une panoplie d'outils allant du visible au secret. L'un d'entre eux est de s'adresser à la diaspora chinoise pour obtenir un « soutien patriotique », en faisant pression sur celle-ci si « nécessaire ». Face à ces efforts d'influence croissants, en Europe, la diaspora chinoise, les gouvernements et les sociétés civiles peinent. Les Européens ont tendance à appliquer un étiquetage assez binaire et à ne pas encourager activement l'engagement de la diaspora dans la société, la culture et la politique européennes : leur priorité est d'atténuer les risques

pour leur sécurité. Les membres de la diaspora chinoise, eux, font face à la pression de la Chine officielle, et parfois sur leurs familles restées en RPC. Ils manquent de représentants et de plateformes publiques indépendantes pour exprimer leurs préoccupations et leurs intérêts.

Les sociétés européennes pourraient mettre en place diverses mesures. Voici deux pistes : d'une part, **mettre en place et soutenir des plateformes en ligne afin de permettre un meilleur partage des connaissances et créer des possibilités d'interaction entre la diaspora chinoise et les sociétés européennes**. Ces plateformes seraient idéalement bilingues, voire trilingues, offrant un espace modéré et protégé par un mot de passe pour échanger sur l'actualité en Europe. Une communauté d'utilisateurs croissante pourrait alors être soutenue pour organiser elle-même des rencontres et des échanges hors ligne. D'autre part, **offrir des canaux protégés aux Chinois de l'étranger qui subissent la pression de l'ambassade de Chine ou d'autres organes officiels chinois**. D'un point de vue juridique, cela semble plus difficile pour les citoyens chinois non européens, mais un mécanisme de « lanceur d'alerte » pourrait être envisagé pour soutenir les Chinois qui, en tant que citoyens du monde, reconnaissent et embrassent l'universalité des droits de l'Homme.

Ces évolutions pourraient contribuer à diminuer une méfiance qui, si on ne fait rien contre, pourrait générer des réactions nationalistes et des troubles sociopolitiques en Europe. Rétablir la confiance pourrait également éviter au vieux continent de perdre les talents de la diaspora chinoise. Des talents précieux tant d'un point de vue professionnel, qu'en tant que bâtisseurs de ponts : des talents essentiels à l'avenir de l'Europe.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de **Kristin Shi-Kupfer** en anglais sur **eurics.eu**

L'institut européen d'études chinoises (*European Institute for Chinese Studies - EURICS*) est un institut qui vise à renforcer les capacités européennes de recherche et d'analyse sur la Chine. Il a pour objectif de renforcer la coopération au centre d'un réseau de centres de recherche européens et de groupes de réflexion sur la Chine, afin de contribuer à une meilleure compréhension des défis que pose aux Européens la montée en puissance de la Chine et à forger des scénarii de réponses possibles.

EURICS soutient les recherches sur la Chine ancienne, médiévale, moderne et contemporaine, et aussi les études sur les dynamiques actuelles de la société, de l'économie et de la culture de la Chine. S'inspirant du modèle des Instituts d'études avancées en sciences humaines et sociales, il permet l'accueil de chercheurs de haut niveau travaillant

sur la Chine pour une période allant de trois mois à dix mois, quelles que soient leur thématique de recherche et leur nationalité. Il développe des programmes d'activités communs en tirant parti de sa dimension européenne.

EURICS est un institut qui jouit d'une indépendance institutionnelle, scientifique et budgétaire qui garantit l'autonomie de la recherche, des analyses et des débats en son sein.

EURICS.
欧洲中国研究院 European
Institute
for Chinese
Studies

Direction éditoriale
Alain Peyraube
Olivier Bouin
Aurélien Louchart

www.eurics.eu
@EURICS1